



**Hautes-Alpes Nature Environnement**  
Fédération départementale  
des associations de protection de la nature  
48 Rue Jean Eymar  
05000 GAP  
R.N.A : W052002804

---

Monsieur le Président de la Commission d'Enquête  
Préfecture des Hautes-Alpes  
Secrétariat Général aux Affaires Départementales  
Bureau du Développement Durable et des Affaires Juridiques  
28 Rue Saint-Arey CS 66002  
05011 GAP CEDEX

Gap, le 26 juin 2013

*Objet : Enquête publique relative à la rénovation du réseau électrique de la Haute-Durance.  
Réf : Arrêté préfectoral 2013107-0003 du 17 avril 2013.*

Monsieur le Président de la Commission d'Enquête,

La fédération Hautes Alpes Nature Environnement a pour double objet :

- regrouper des associations adhérentes afin de coordonner leurs actions dans les domaines de l'éducation à l'environnement, de la connaissance de la nature et de la protection de l'environnement ;
- préserver la nature et l'environnement dans son sens le plus large.

Aussi dans ce cadre, nous souhaitons vous faire part de nos observations relatives au projet RTE de rénovation du réseau électrique de la Haute-Durance :

- Tout d'abord une première observation sur le volume des documents présentés (4 gros cartons, environ 7000 pages), qui en rendent la lecture quasiment impossible pour un public non averti, ce qui est un élément grave pour un processus qui se veut destiné à un large public.

Au-delà du public, pour les élus et services qui ont eu à rendre un avis sur ces documents, la tâche s'est révélée fastidieuse, principalement au niveau des petites communes où beaucoup d'élus ont dû renoncer à cette lecture, faute de temps, et s'en remettre aux paroles rassurantes et pleines de promesses de la part de l'équipe de projet RTE.

- Cette étude comporte certes une multitude d'informations, dont une assez bonne description de la faune et de la flore, avec toutefois beaucoup de redondances, de copier-coller non appropriés (confusions entre certaines zones d'étude), laissant une impression générale de travail inachevé.

## **1. Sur le diagnostic énergétique.**

- Fait beaucoup plus grave à notre avis, les documents mis à disposition sont beaucoup plus discrets, voire absents, sur le diagnostic énergétique ayant conduit au dimensionnement du

réseau (3 pages). Il n'est bien entendu nullement question de contester la nécessaire rénovation du réseau électrique de la Haute-Durance eu égard à son éventuelle vétusté.

Par contre, RTE affirme que les acteurs de la Haute-Durance avancent des projets donnant lieu à une consommation prévisionnelle supplémentaire de 70 à 80 Mw annuels entre 2010 et 2020 sans que les projets pris en compte dans cette évaluation des besoins ne soient précisés (un seul chiffre global est mis à notre disposition). Le seul projet évoqué dans cette étude est l'électrification de la ligne SNCF, sans toutefois qu'il en soit donné une évaluation de consommation.

Il apparaît donc qu'il s'agisse tout simplement, non pas d'une étude, mais de la simple addition de « déclarations d'intentions » dont on sait pertinemment que le réflexe dit de « la peur de manquer... » implique que l'on majore tout simplement les besoins.

Chaque collectivité ayant le même réflexe, on se retrouve en fin de compte avec une « addition de majorations » faussant totalement les prévisions.

De même sur le sujet des économies d'énergie réalisables, on trouve une fourchette de 20 à 30 Mw sans que ces chiffres ne soient étayés par de véritables explications.

**En résumé, l'impression générale donnée au lecteur est que les affirmations des besoins énergétiques s'adaptent au projet décidé par RTE et non l'inverse, qui aurait été d'adapter le projet aux besoins réels et justement évalués de la Haute-Durance dans les vingt ou trente prochaines années.**

- D'autre part, les chiffres d'évolution de la consommation avancés par RTE ne sont pas cohérents et en contradiction avec les orientations régionales, nationales ou européennes en matière de transition énergétique.

En effet, la Commission Européenne prévoit une baisse de la consommation de l'énergie primaire de 20% à l'horizon 2020.

Plus proche de nous, au niveau régional, le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de la Région Paca affiche un objectif de consommation d'énergie par habitant de -19% à l'horizon 2020 et de -33% à l'horizon 2030.

Par ailleurs l'estimation d'évolution de la population faite par RTE est basée sur l'évolution passée (1% par an) alors que le dispositif régional d'Observation Sociale de PACA prévoit une augmentation de l'ordre de 0,5% par an pour les années à venir.

**Il est donc tout à fait regrettable, au terme de cette première observation, de constater que la réflexion consacrée par RTE sur les besoins énergétiques ne soit pas plus développée et étayée eu égard notamment au volume des documents présentés, ce qui est assez paradoxal lorsqu'il s'agit d'un projet de rénovation de réseau électrique.**

**Cette lacune, inacceptable dans une telle étude, peut semer le doute dans l'esprit du lecteur quant aux réelles motivations de l'opérateur, ainsi que sur un probable surdimensionnement du réseau.**

**2. Le deuxième point** que nous souhaiterions soumettre à la Commission d'Enquête est **l'absence dans le Projet RTE d'étude comparative avec d'autres solutions alternatives.**

En effet, dès le début de la « concertation » (année 2009), seules des solutions de reconstruction du réseau en aérien ont été présentées avec pour seule réponse à qui aurait suggéré une autre solution, une sorte de chantage que l'on peut résumer brièvement par : « c'est ce projet ou la bougie en 2016... ».

Cette réponse nous paraît décevante, indigne et même contraire au Contrat de Service Public d'une entreprise qui a démontré son savoir-faire technique, notamment en matière d'enfouissement des lignes THT dans de nombreuses autres régions (Bretagne, Pyrénées, Savoie, ainsi qu'actuellement pour la construction du Filet de Sécurité PACA - liaison Boute-Carros).

En effet, cette solution consistant à enfouir les lignes jugées nécessaires à la Haute-Durance après évaluation des justes besoins, serait beaucoup moins pénalisante pour le milieu naturel (faune, flore, érosion, paysages) et pour préserver l'attractivité d'un département dont l'économie est majoritairement fondée sur le tourisme.

De plus, cette solution paraît beaucoup moins risquée au niveau de la sécurité électrique du département, car elle permet d'éviter de nombreux aléas climatiques et géologiques présents et parfois même superposés, dans de nombreuses communes du fuseau traversé (chutes de blocs, glissements de terrains, avalanches, gel sur les câbles, feux de forêt etc...). Sans oublier les tempêtes et vents violents qui, selon Météo-France, devraient s'aggraver dans les années à venir, et le territoire de la Haute-Durance ne sera sans doute pas épargné.

Enfin, une solution souterraine permettrait de gommer plus facilement les pointes de consommation constatées une dizaine de jours par an (hiver) vers 4 à 5 heures du matin, dans l'attente de la mise en place de solutions plus économes ; en effet, un réseau souterrain accepte une surcharge ponctuelle de 200% pendant une dizaine d'heures, ce qui n'est pas le cas d'un réseau aérien.

- Du fait d'absence d'étude comparative, la notion d'utilité publique invoquée par RTE perd tout son sens dès lors que l'utilité publique d'un tel projet aurait également pu être satisfaite au moyen d'une solution moins traumatisante pour la Haute-Durance.

Un bilan coût-avantages aurait dû être établi, non pas seulement du point de vue de l'entreprise RTE et à court terme, mais tenant compte des incidences économiques et touristiques sur le département.

De même, une analyse sur les coûts comparatifs d'entretien des deux types de lignes (aériennes et souterraines) aurait dû être présentée, en tenant compte bien entendu des particularités climatiques et géologiques de notre département. A la lecture d'autres documents de RTE portant sur des lignes enfouies, il apparaît que « la fiabilité des liaisons souterraines à isolation synthétique est remarquable. Ainsi, aucune des liaisons souterraines de très grande longueur en service depuis une vingtaine d'années, n'a jamais fait d'avarie » (Etude d'Impact Savoie-Piémont, page 259).

- Profitons-en pour rappeler que durant la « concertation », la Société Alpine de Protection de la Nature (adhérente à notre fédération) a participé aux Groupes de travail « environnement » organisés par RTE. Au cours de ces réunions, la SAPN défendait entre autres la nécessité d'un contre-diagnostic énergétique et l'étude de l'enfouissement des lignes. Cependant, suite au constat que les choix vraiment importants étaient « faits ailleurs », l'association a quitté ce groupe.

### **3. Du point de vue de la santé, on peut s'inquiéter des effets des lignes à Haute Tension sur les individus, les animaux de ferme et la faune sauvage.**

Tout le monde semble s'accorder pour dire que les lignes aériennes émettent beaucoup plus d'ondes électro-magnétiques que les lignes souterraines.

Or, le Centre International de Recherche sur le Cancer a classé ces rayonnements comme « potentiellement cancérigènes » en 2002.

L'étude Draper de 2005, financée par le gouvernement anglais via l'université d'Oxford, a montré que les lignes favorisent l'apparition de leucémies chez les enfants, et ce jusqu'à une distance de 600 m.

L'enquête de la CRIIREM de 2008 se conclut ainsi : « une constante se dégage sur l'ensemble des résultats : une dégradation significative des conditions de vie et de travail est mise en évidence chez les riverains et dans les exploitations exposées aux lignes THT ».

Appliquant le principe de précaution, le Ministère de l'écologie et de l'énergie vient d'envoyer (15/04/2013) une recommandation aux préfets, leur demandant de ne pas implanter de nouveaux établissements dits "sensibles" (crèches, hôpitaux, écoles) à proximité des lignes.

**4. Le quatrième point** que nous souhaiterions évoquer est **l'incompatibilité entre la Charte du Parc National des Ecrins et le projet RTE.**

En effet, dans l'avis des Maires et Services, Mr le Directeur du PNE, interrogé par Mr le Préfet sur les questions d'utilité publique et sur l'étude d'impact du tracé, ne répond pas aux questions posées. En tout état de cause, cet avis ne semble pas conforme à la loi sur les parcs nationaux du 14 avril 2006, qui précise dans son article 4 : « que les travaux ou aménagements projetés dans le parc qui doivent être précédés d'une étude d'impact (...) ne peuvent être autorisés ou approuvés que sur l'avis conforme de l'Etablissement Public du Parc, émis après consultation de son Conseil Scientifique ».

Or, le présent projet concerne 14 communes de l'aire d'adhésion, et on ne peut dissocier aire d'adhésion et cœur du parc en ce sens que les lignes prévues dans la zone d'adhésion peuvent affecter des espèces protégées du cœur du parc, et que d'autre part le cœur du parc se trouve également affecté au niveau de ses portes d'entrées que sont pour le secteur concerné la vallée de Réallon et le secteur de Châteauroux.

**La consultation ni de l'Etablissement Public du Parc, ni de son Conseil Scientifique ne figurent dans les avis.**

**5. Enfin, sur la déforestation** nécessaire pour mener à bien ce projet, bien que RTE ait consenti à en faire une estimation tardive à la demande de l'Autorité Environnementale, celle-ci apparaît nettement sous-évaluée par rapport au linéaire de forêts traversées (Mont-Colombis, Mont-Guillaume, Forêt du Sapet, etc.), et par rapport à la bande de déboisement nécessaire au passage des lignes dans des conditions de sécurité satisfaisantes (40 mètres pour une ligne et 100 mètres pour deux lignes juxtaposées entre Chorges et Embrun).

En conséquence, Monsieur le Président, notre fédération Hautes-Alpes Nature Environnement, elle-même rattachée à France Nature Environnement-PACA, souhaite que votre avis consiste à demander à RTE **de surseoir dans l'immédiat à ce projet :**

- dans l'attente de la production de leur part d'une étude énergétique complète et indépendante permettant une information claire du public et des collectivités concernées ;

- d'un ajustement du réseau électrique aux besoins réels de la Haute-Durance en fonction des résultats de l'étude ci-dessus ;

- de privilégier la solution d'enfouissement des lignes nécessaires pour concilier l'utilité publique du réseau électrique avec l'ensemble des autres utilités publiques et ainsi préserver durablement l'ensemble du territoire de la Haute-Durance.

Comptant sur la prise en compte de ces arguments, veuillez d'agrèer, Monsieur le Président, l'assurance de nos sentiments respectueux.

Le Président  
Xavier Mordefroid